

## L'ENTRETIEN DU MOIS

### « Ensemble » Les Bretons ne gagnent qu'unis !

- Aux sources d'une vie engagée...
- « Le "modèle breton" n'est pas à bout de souffle »
- « Pas de TGV, ni d'aéroport : Il nous faut des routes ! »
- L'URCIL à Carhaix : un géant méconnu ?
- Au fil des "heurs et malheurs" d'un mandat d'élu municipal...
- « Avec les Chinois nous avons un peu notre revanche »
- Un million de litres de lait par jour... autour de Carhaix
- « J'ai mon bonnet rouge... »

Un entretien avec  
M. Michel Moisan...



« Il faut que ce Pays du Centre-Bretagne s'affirme, soit une entité concrète, et non une abstraction. L'on parle du Léon, du Trégor, du pays Bigouden... et nous ? Rien !

Ecarterlés entre trois départements, nous avons trop longtemps servi d'appoint aux régions côtières, à leurs projets, à leurs politiques, y compris aux ambitions politiques des élus des villes de la côte...

Et il faut que tous les maires du COB soient conscients de l'enjeu, et travaillent ensemble.

Les Bretons ne gagnent qu'unis... « Ensemble », voilà la condition du succès. Le temps n'est plus à jouer chacun pour soi ! » nous a confié M. Moisan.

En homme de réflexion et de rigueur, Michel Moisan ne parle pas pour ne rien dire. La parole lui est aisée, le propos est précis, pensé, l'analyse exigeante et méthodique.

Elle glisse plus volontiers vers les sphères historique et technique que dans la confiance, car ce Carhaisien de longue date est un Breton de toujours – Breton corps et âme ! – et il en possède manifestement la pudeur et la retenue ancestrales...

Mais il est aussi homme de convictions profondes, de valeurs enracinées dans une solide foi, dont l'héritage a fondé ses nombreux engagements, au service des autres et du bien commun. Car à une carrière bien remplie – qui l'a conduit à œuvrer

au cœur d'une industrie laitière en plein essor, à l'époque du « miracle » agricole breton – il a ajouté des activités et responsabilités bénévoles multiples, dans la municipalité de Carhaix, à l'ADMR, à l'UTL (Université du Temps Libre), ou encore à l'ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture)...

Auteur d'un ouvrage de référence – véritable travail encyclopédique – sur l'histoire de cette industrie laitière bretonne, M. Moisan mérite d'être écouté.

Si bien des Carhaisiens et habitants de ce Centre-Bretagne le connaissent, ils feuilleteront au fil du présent interview de fort intéressantes pages d'histoire locale... et de réflexions empreintes d'un humanisme bienveillant, nourri d'espérance chrétienne.

#### ■ Voudriez-vous vous présenter brièvement ?

« J'ai 84 ans. Je suis né dans la région de Loudéac où mes parents étaient agriculteurs. J'ai perdu quatre de mes frères et sœurs ; trois en bas âge et un à l'âge de 22 ans. Nous sommes restés cinq, mais je n'ai plus aujourd'hui qu'une sœur vivante.

J'ai passé mon baccalauréat au collège St-Ivy, à Pontivy, puis après être resté un moment travailler avec mon frère sur l'exploitation paternelle, qu'il avait reprise – et avoir effectué mon service militaire – j'ai intégré l'École supérieure de Laiterie de la Faculté des Sciences de Nancy.

Quelques petits emplois m'ont ensuite mené en différents endroits de la France, puis je suis entré aux fromageries Bel-La Vache qui rit, dans le Dauphiné, en tant que chef de laboratoire puis « responsable Qualité ».

C'est dans cette région du Dauphiné que j'ai rencontré ma future épouse, Anne-Marie, et que nous nous sommes mariés. Elle tenait une affaire de bonneterie, qui fabriquait des pull-overs pour les sports d'hiver.

Par la suite, l'usine où je travaillais a fermé, et mon épouse qui avait à s'occuper des trois enfants a cessé d'exploiter son affaire. Je me suis donc reclassé un moment à Lyon, dans une usine ensuite rachetée par le groupe Unilever, avant de venir en fin 1971 à Carhaix, où un poste se libérait à l'URCIL, laboratoire interprofessionnel local regroupant producteurs de lait et laiteries, coopératives et industrielles.

Au début de 1983, j'ai été appelé par l'instance nationale de l'interprofession laitière à travailler au CNIEL (Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière) en tant que chef du service « Assistance et harmonisation », ce qui correspondait à un rôle d'inspecteur général des laboratoires interprofessionnels alors en activité en France, fonction qui n'existait pas jusqu'alors : il s'agissait de contrôler la conformité à la loi du travail des laboratoires laitiers.

Il y avait à l'époque 37 laboratoires sur l'ensemble du territoire français, ce qui m'a amené à être sans cesse en déplacement, jusqu'en 1989, année de mon départ à la retraite.

J'ai pris la présidence pendant douze ans de l'ADMR dès le début de 1990. J'ai aussi fait un mandat de conseiller municipal à Carhaix, de 1995 à 2008, et me suis investi dans l'ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture) et pour l'UTL (Université du Temps Libre) que j'ai présidée pendant sept ans.

Enfin, j'ai écrit un livre, avec l'Association Bretonne des Retraités de l'Industrie Laitière...

Et j'aime cultiver mon jardin. C'est mon passe-temps. »

■ **Vos activités et engagements, professionnels et bénévoles, politiques, associatifs, militants... vous ont conduit à beaucoup œuvrer pour Carhaix, qui doit à cette action certains de ses équipements... Quel dénominateur commun, ou fil directeur, relie les diverses facettes de ce travail persévérant ?**

« La solidarité...

Solidarité avec les personnes âgées, et les aides ménagères, au sein de l'ADMR.

Solidarité avec les personnes torturées, au sein de l'ACAT ; et solidarité même avec l'UTL, le but principal étant d'aider les retraités qui veulent maintenir un lien social : les trois-quarts de nos adhérents sont des femmes, dont beaucoup sont veuves...

L'UTL, c'est non seulement donner la possibilité de continuer à s'informer, à s'instruire, au travers de conférences intéressantes et de sorties culturelles, mais c'est aussi empêcher que des personnes qui se retrouvent esseulées ne soient désocialisées. »

■ **Avec le recul, quelles réalisations ou entreprises vous laissent aujourd'hui le plus heureux ?**

« Il y en a trois. Premièrement, la mise en route de l'URCIL. Le fait d'avoir réussi à dominer les problèmes de ce « monstre » comme on le disait à l'époque, 500 000 analyses par mois...

La réalisation du Glenmor est la seconde. Et mon livre (« Histoire de l'industrie laitière en Bretagne » – Coop Breizh) qui a représenté six années de travail, la troisième...

Ces trois choses m'ont passionné, de façon différente à chaque fois. »

■ **Quelles actions, quels « chantiers » ont été les plus difficiles à mener ?**

« Certaines des responsabilités que j'ai eues à la municipalité m'ont été très pénibles, mais je préfère ne pas les citer... J'ai dû les assumer, c'était ainsi ; il fallait le faire.

La réalisation du Glenmor était extrêmement intéressante à mener, mais nous avons eu quelques avatars. Nous voulions le construire sur ce que l'on appelle « le terrain Le Manach », sans nous être suffisamment méfiés de ce qu'étant un endroit répertorié par la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles) comme possédant des vestiges archéologiques, il ferait l'objet de fouilles préventives. Et les premières fouilles exploratoires ont effectivement révélé la présence de vestiges...

Il était donc inutile de poursuivre le projet tel quel, et nous avons dû le reprogrammer sur le terrain municipal où il a finalement été édifié, mais qu'il a fallu stabiliser, car c'était le site d'une ancienne décharge.

Nous avons ensuite été confrontés à la défaillance de l'une des entreprises travaillant sur le chantier. Je m'en doutais mais sans pouvoir rien faire ; elle venait de Tours, était en redressement judiciaire, et concurrençait les entreprises locales avec des prix imbattables...

Mais nous ne pouvions la refuser en raison des règles sur les appels d'offres. Les services de la concurrence à la préfecture nous ont imposé de prendre cette entreprise la moins chère et n'avions pas le droit de prendre en compte le fait qu'elle se trouvait en redressement judiciaire. Elle a fait faillite... Et il a fallu tout recommencer : nouveaux appels d'offres, respect des délais...

Soit dit en passant : des vestiges archéologiques, il en existait d'aussi considérables sur le terrain proche, à l'époque de la construction et de l'agrandissement du stade Charles Pinson. Mais l'on avait alors fait fi de tout cela, et ils avaient été détruits...

Nous sommes allés ailleurs, et les vestiges de la réserve archéologique du terrain Le Manach vont donc pouvoir être valorisés ! »

■ **Que regretteriez-vous de n'avoir pas pu accomplir ?**

« J'ai regretté qu'à l'époque où il a fallu choisir le nom de ce nouvel équipement carhaisien, ma proposition de le nommer « Le Glenmor » n'ait pas été retenue, au profit du « Grand Bleu ». C'est la municipalité suivante qui l'a rebaptisé « Glenmor »...

Pour moi, ce nom, cet homme sont du pays. Glenmor était originaire de Maël-Carhaix. Si une salle devait porter son nom, c'était bien ici. Mais il y avait dans l'équipe municipale des objections, et je n'ai pas voulu me désolidariser.

Ma satisfaction est de le voir aujourd'hui porter le nom que j'avais souhaité ! »

■ **Vous avez évoqué votre travail au laboratoire laitier de l'URCIL à Carhaix. Voudriez-vous nous en dire un peu plus sur cet établissement souvent mal connu bien que caractéristique, et emblématique de tout un pan de la révolution agricole bretonne ?**

« L'URCIL (Union Régionale des Centres Interprofessionnels Laitiers) regroupait donc 3 collèges : producteurs de lait, laiteries coopératives et laiteries industrielles. Son but est d'analyser les livraisons des producteurs aux laiteries, la loi exigeant depuis 1969 que le lait soit payé au producteur non pas uniquement en fonction de la quantité livrée, mais aussi de sa qualité, de ses taux de matière grasse, de protéines...

Les laiteries assuraient elles-mêmes ces analyses auparavant, mais étant « juges et parties » les contestations étaient fréquentes... L'on a donc voulu créer un organisme extérieur aux laiteries, géré par les vendeurs et les acheteurs, fonctionnant sous leur contrôle et celui de la loi, pour fournir des analyses objectives, impartiales et incontestables.

*« J'ai découvert une situation compliquée... »*

Arrivant de Lyon en 1971, j'ai découvert une situation compliquée : c'était une gageure à l'époque que de mettre à la même table producteurs de lait réunis en coopérative et industriels laitiers – ils étaient presque en « guerre de religion » – et de réunir en plus trois départements : Finistère, Côtes-du-Nord, et Morbihan !

La mise au point de cette organisation avait entraîné des discussions et réunions sans fin, si bien que le Nord-Finistère – à l'initiative de la coopérative de Ploudaniel, entraînant les laiteries Sill, Hélou et Rolland – s'était séparé pour rejoindre un laboratoire de contrôle laitier de Morlaix, qui était un syndicat de producteurs... Un coup très dur. Heureusement que la coopérative de Landerneau est restée avec nous ! Mais l'Administration elle-même avait fini par ne plus croire au projet URCIL...

Ma candidature avait été écartée une première fois, parce que mon frère était président d'une coopérative laitière... Mais ma deuxième proposition a été acceptée tant la situation s'était encore dégradée entre-temps, hormis le côté financier puisque l'URCIL avait fonctionné depuis un an, grâce aux cotisations, calculées au litre de lait vendu et supportées pour moitié par le producteur et pour moitié par la laiterie.

*« Un laboratoire énorme, une véritable usine... »*

Je me suis donc attelé à la tâche, en m'entourant de collaborateurs compétents, pour tout mettre en route : premièrement les analyses de la matière grasse, pour toutes les laiteries des 3 départements, puis celles de la qualité bactériologique et de la matière protéique, et plus tard de la présence d'antibiotiques, des taux de globules blancs, et des ferments butyriques...

Entretemps, le Contrôle laitier s'étant trouvé en impasse financière, le Nord-Finistère est revenu dans le giron de l'URCIL.

L'URCIL est devenu un laboratoire énorme, une véritable

usine, avec 500 000 analyses réalisées chaque mois. Nous avons utilisé – et souvent parmi les premiers – des appareils d'analyses ultramodernes agréés par la recherche agronomique pour des contrôles automatisés. Car les méthodes des débuts dataient du 19<sup>e</sup> siècle. Ils ont permis d'obtenir une fiabilité et des cadences sans précédent dans les analyses...

Nous avons, par exemple, utilisé très tôt les étiquettes « codes-barres », aujourd'hui devenues courantes, ce qui nous a donné une sécurité absolue dans l'identification des échantillons ; chaque soir, les résultats étaient envoyés par ligne téléphonique spéciale pour un traitement informatisé nous permettant de relever les résultats anormaux. C'est dire qu'avec cet impératif de fiabilité, j'étais bien loin de ce que j'avais appris à l'École de laiterie ! Sans l'informatique, on n'y serait pas arrivé. »

### ■ **Ces mutations n'ont pas dû se faire sans heurts ni problèmes ?**

« Non, tout cela ne s'est pas fait sans remous, non pas sur la méthode elle-même, mais sur la façon dont les résultats des analyses affectaient les revenus des agriculteurs. Pour un producteur laitier, ces résultats pouvaient faire varier de 25 % son revenu... J'ai connu des manifestations de producteurs. J'ai subi trois séquestrations... Mais finalement, les choses s'apaisaient toujours, même si les négociations n'étaient pas faciles, car toute décision devait nécessairement être prise à l'unanimité des 3 « collègues » dont nous avons parlé !

Mais ces expériences m'ont ensuite beaucoup servi au CNIEL... »

### ■ **En travaillant dans ce laboratoire, puis au CNIEL, vous avez côtoyé au plus près l'évolution de l'agriculture bretonne... Quelles réflexions cette longue observation suscite-t-elle en vous ?**

« La situation est aujourd'hui difficile, chacun le sait. Les crises se sont succédé... La « Révolte des Bonnets Rouges » – à laquelle j'ai adhéré, et à laquelle j'adhère toujours – en est une conséquence.

La situation est pour une grande part due au dumping social qui se pratique dans certains pays. La crise des volaillers a, certes, des causes locales – des erreurs de gestion, de stratégie – mais 40 % du poulet consommé en France vient d'Allemagne ou de Hollande...

Pourquoi notre production n'est-elle pas compétitive ? Parce qu'ils emploient là-bas du personnel venu d'Europe de l'Est et payé 3 ou 4 euros de l'heure, alors que chez nous, avec les charges, le coût horaire de la main-d'œuvre est de l'ordre de 25 €.

En Allemagne, l'installation d'unités de méthanisation a été favorisée, alors qu'ici elle se heurte à des tracasseries administratives. Il existe 6 000 unités de méthanisation à la ferme en Allemagne, et seulement 50 en Bretagne ! Mais une centaine de dossiers sont bloqués en préfecture de St-Brieuc.

Cela assure aux producteurs laitiers allemands 25 % de leurs revenus... Et cela permet à des discounters de proposer ici de l'Emmental allemand à un prix inférieur à l'Emmental fabriqué sur place, à Carhaix !

Je pense qu'il est très exagéré de dire que le « modèle breton » est à bout de souffle. Les poulets importés que nous mangeons sont produits dans les mêmes conditions qu'ici...

Et le discours sur le manque de valeur ajoutée de l'agriculture bretonne me paraît aussi exagéré : ce ne sont pas les abattoirs qui peuvent en produire. Mais il en existe par ailleurs. Voyez des entreprises telles que Hénaff, ou HCI à Herbignac aux limites de la Loire-Atlantique et du

Morbihan, qui produit des tonnes de mozzarella, exportée jusqu'aux USA...

La marque « Produit en Bretagne » marche également très bien ! »

### ■ **Que vous inspire l'installation à Carhaix de la grande usine laitière du groupe chinois Synutra ?**

« Je la vois très favorablement.

Des inquiétudes s'expriment ici et là : « les Chinois vont acheter les terres comme ils le font en Afrique... ». Mais précisément, nous ne sommes pas en Afrique : les terres sont autrement plus chères ici, leur achat est contrôlé par les SAFER...

« Combien vont-ils payer le lait ?... » Le contrat avec la SODIAAL prévoit un prix équivalent à la moyenne de ceux pratiqués par les laiteries environnantes.

« Ils vont emmener les savoir-faire chez eux... » Je ne le crois pas, la technologie du séchage du lait est simple et connue de tous. Leur investissement ici est considérable : à hauteur de 90 % de ce qui sera la plus grande usine de poudre de lait du monde. Ce n'est pas pour s'en aller ensuite.

D'autre part, il n'y a que 8 % de terres cultivables en Chine, et environ 130 millions de naissances par an : leur besoin en lait infantile est énorme. Or, des scandales sanitaires ont fait perdre confiance aux Chinois en ce qui est produit chez eux. Ils sont venus ici pour trouver la quantité et la qualité : les 280 millions de litres de lait dans ce bassin laitier (1 million de litres sont produits chaque jour dans un rayon de 50 kilomètres autour de Carhaix) et un savoir-faire de pointe.

Ce qui montre bien, d'ailleurs, que la fermeture de la fromagerie ex-Unicopa de Carhaix n'était pas une décision d'ordre économique : les usines de Guingamp et de Quimper ont été favorisées au détriment de celle de Carhaix, alors que le lait n'est pas là-bas, mais ici. Les laiteries viennent collecter leur lait en Centre-Bretagne !

S'il est une usine qui ait vocation à exister à Carhaix, c'est bien une usine laitière ! Avec les Chinois, nous avons donc un peu notre revanche.

Pour revenir sur le souci de la qualité, le gouvernement chinois a exigé que l'emboîtement du lait se fasse ici, à Carhaix, alors que la main-d'œuvre chinoise est beaucoup moins chère... Ils veulent un sertissage effectué ici, pour avoir des boîtes infalsifiables, un lait totalement sûr...

Un seul bémol : on parle de 250 emplois. Je n'y crois guère. Pour avoir discuté avec des gens de la profession, je dirais plutôt 150 à 200, parmi lesquels les employés de la collecte de lait, qui sont déjà là... Mais l'on ne va pas faire la fine bouche. Peu d'entreprises se lancent aujourd'hui en créant une centaine d'emplois ! »

### ■ **Plus largement, quelles évolutions envisagez-vous pour l'agro-alimentaire breton ?**

« Je peux parler de la production laitière, que je connais le mieux. Et là, je pense que l'implantation de cette usine chinoise doit faire réfléchir.

Bien sûr, l'on entend dire que c'est aller encore vers la concentration, et la désertification des campagnes. Oui, sans doute... mais la concentration me paraît difficilement évitable en élevage : combien de jeunes sont aujourd'hui prêts à s'installer seuls pour traire des vaches matin et soir 365 jours par an ?

L'association de plusieurs familles ou exploitants en GAEC ou GFA, qui mettent en commun leurs terres et leurs troupeaux me paraît être le chemin à suivre. Ou alors ce seront des sociétés industrielles, des investisseurs qui embaucheront des salariés. Il y aura sans doute les deux formules... »

■ **Dans le cadre du conseil municipal, vous avez travaillé, aux côtés du maire de l'époque – M. André Leroux – à l'aménagement et à la vie de notre commune, notamment... Carhaix est-elle une ville facile à « gérer » et à conduire ?**

« Ah !... J'avais mon domaine – les affaires culturelles – et pour le reste, le poids principal reposait sur le maire et ses principaux adjoints... »

Je ne pense pas qu'il soit plus difficile d'être aux affaires ici qu'ailleurs. Il suffit d'avoir un projet municipal bien défini et de l'expliquer clairement aux gens...

Nous en manquions peut-être un peu, parce que, au départ, nous n'avions pas prévu de nous présenter. Jean Rohou devait monter une liste, puis ne l'a finalement pas fait.

Nous y sommes donc allés sans avoir eu le temps de mûrir longuement notre projet.

Nous avons aussi au sein du conseil, avec Jean-Pierre Jeudy, un adversaire expérimenté puisque ayant été maire pendant trois décennies... Mais les choses ne se sont pas mal passées. J'ai gardé d'excellents rapports avec certains des membres de l'opposition municipale de l'époque. »

■ **Quelles seraient à vos yeux les forces et les faiblesses de Carhaix ?**

« Nous avons parfois été trop larmoyants sur notre sort à une époque, sans réfléchir assez sur nos atouts, ni prendre suffisamment les moyens pour nous en sortir, et sans nous mobiliser alors assez.

Je me souviens de la difficulté qu'il y avait à mobiliser les gens pour la mise à 4 voies de l'axe central. J'ai beaucoup milité pour ce projet, ayant un jour vu à Paris qu'un dossier sur les travaux à réaliser sur l'axe, destiné à être présenté à l'Europe, avait été transféré d'un ministère à un autre, puis enterré !

J'ai lancé cela dans la presse, ce qui a fait des vagues. Le Comité s'est alors créé, et Jean Hourmant s'est battu d'arrache-pied pour ce chantier...

Mais j'ai regretté que la mobilisation n'ait pas été suffisante ici pour faire pression efficacement... L'on peinait à rassembler 500 personnes dans les réunions sur ce dossier, quand à Loudéac, pour le « Triskell » – les routes venant de Vannes-Lorient et St-Brieuc – ils étaient 2 000...

Or, les entreprises s'installent, encore et toujours, près des 4 voies. La qualité de la desserte routière est l'un des premiers critères que considèrent les entreprises technologiques, parmi les moyens de communication rapide, avec le Haut-débit...

Nous n'avons pas le TGV, les aéroports. Il nous faut des routes ! »

■ **Vous avez donc tout particulièrement œuvré pour que « Le Glenmor » soit construit. Ce projet, parfois durement contesté à l'époque, s'avère aujourd'hui être un équipement culturel – et plus que culturel – majeur de Carhaix... Quel regard, rétrospectif et prospectif, portez-vous sur cette « aventure » et sur ses évolutions ?**

« C'est un équipement structurant pour Carhaix, qui confirme et conforte son rôle comme capitale du Poher !

Si nous avons obtenu à l'époque 2 millions d'euros de subventions de l'Europe, c'est bien parce qu'il était considéré en haut-lieu comme un investissement structurant pour la région.

Quant aux contestations du projet lui-même, elles se situaient plutôt au niveau politicien qu'autre chose !

Je savais que nous situant en « zone fragile » nous pouvions avoir droit à 75 % de subventions de l'Europe. Et j'ai « mouillé ma chemise » – je puis vous le dire – pour suivre le dossier, m'y cramponner, jusqu'à ce que nous obtenions ces aides européennes, après beaucoup de péripéties...

Au final, les Carhaisiens ont payé 675 000 € sur un

investissement total de 25 millions, sans emprunts ni augmentation d'impôts locaux ! »

■ **Quels travaux ou projets lanceriez-vous si vous étiez aujourd'hui en responsabilité ?**

« Il faut réfléchir aux moyens d'attirer d'autres investisseurs, en utilisant, comme on le fait actuellement, l'atout de la centralité de Carhaix.

Des sociétés de distribution et de maintenance – Exapaq, OCP... – se sont implantées. D'autres peuvent être attirées par cette position géographique... et une bonne desserte routière. »

■ **Comment voyez-vous l'évolution de « Poher-Communauté », et celle du « Pays COB »... ?**

« Il faut que ce Pays du Centre-Bretagne s'affirme, soit une entité concrète, et non une abstraction. L'on parle du Léon, du Trégor, du pays Bigouden... et nous ? Rien !

Ecartelés entre trois départements, nous avons trop longtemps servi d'appoint aux régions côtières, à leurs projets, à leurs politiques, y compris aux ambitions politiques des élus des villes de la côte...

Et il faut que tous les maires du COB soient conscients de l'enjeu, et travaillent ensemble.

Les Bretons ne gagnent qu'unis... « Ensemble », voilà la condition du succès. Le temps n'est plus à jouer chacun pour soi !

Quant à l'élargissement de Poher-Communauté, il me semble tout simplement confirmer une réalité, que le maire du Moustoir avait comprise dès le départ. Les freins à ce qui aurait dû être fait depuis longtemps ont été principalement politiques... »

■ **Vous avez également été plus qu'une « cheville ouvrière » dans la création et le fonctionnement du bel « outil » à la fois humain et technique qu'est l'ADMR. Que diriez-vous de son développement, et du chemin à suivre pour son avenir ?**

« Je m'en suis occupé à l'époque où l'ADMR locale cherchait un président qui ait un peu le sens de l'entreprise, puisqu'elle est en fait un genre de société de service.

Il fallait organiser l'ensemble, ce qui représentait un travail considérable : l'ADMR aidait à peu près 400 personnes, et employait 89 aides ménagères, pour des volumes horaires très variables.

La gestion était assez compliquée, les aides ménagères ayant deux types d'employeurs : l'ADMR elle-même quand l'aide-ménagère travaille chez une personne à revenus modestes ; la personne quand celle-ci a des moyens suffisants, auquel cas l'ADMR se contentait d'organiser le travail et de préparer la fiche de salaire qui était établie à la Fédération départementale.

J'ai pu embaucher une secrétaire à mi-temps grâce aux emplois aidés...

Les problèmes pour les ADMR sont venus d'une part de la réduction des aides apportées aux personnes dépendantes par le Conseil Général, ce qui a entraîné une baisse du volume de travail. Dans le même temps, Conseil Général et Sécurité Sociale ont imposé des exigences de qualité : qualification des aides ménagères (amenant des hausses de salaires) et embauche dans chaque association locale d'un cadre « qualité ».

Ce double mouvement – moins de travail pour plus de dépenses – explique les difficultés actuelles.

L'ADMR est indispensable. Il faut trouver sous quelle forme elle peut bien fonctionner. »

■ **Votre long engagement au sein de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'Abolition de la Torture) se poursuit. Pourquoi ce combat particulièrement ?**

« Mon frère avait créé l'ACAT locale à Loudéac et m'en avait parlé.

En voyant l'action de l'ACAT, je me suis senti appelé à y travailler, et avec Mme Royan, nous avons créé un groupe ici...

Il est inconcevable que l'on torture des gens, et en tant que chrétien on ne peut rester indifférent à la souffrance de ceux qui subissent la brutalité de leurs bourreaux dans des cachots, qui sont réduits à l'isolement, au silence, de ceux qui subissent des jugements iniques – avec de faux aveux obtenus par la torture – de ceux qui sont assassinés, cela en toute impunité...

Les choses avancent, peu à peu, mais la moitié des pays représentés aux Nations-Unies pratiquent encore la torture, malgré tous les traités ratifiés officiellement !

Nous luttons pour le respect de la dignité humaine, la défense des Droits de l'Homme, et contre la peine de mort. Nous pensons que condamner à mort c'est ajouter un crime à un crime.

Les faits montrent que cela ne résout en rien la criminalité : les Etats américains qui maintiennent la peine de mort sont ceux qui ont la plus forte criminalité...

Et elle empêche la réparation de l'erreur judiciaire : combien d'innocents ont été exécutés, dont l'innocence a été prouvée ensuite, trop tard !

Nous avons des actions communes avec Amnesty International, mais en tant que mouvement chrétien et œcuménique, nous ajoutons la prière à toutes nos actions. »

■ **Dans ces décennies de cheminement et d'entreprises – humaines et techniques – quelles ont été vos plus grandes sources de joie ? Et vos peines les plus dures ?**

« Dans le domaine professionnel, la réussite à l'URCIL ; et sur le plan national – au CNIEL – la mise en œuvre d'une fonction qui n'existait pas auparavant, ont été de grandes satisfactions. Le Glenmor en est une autre, de plus en plus grande quand je vois son développement. Et de même, mon livre, qui a été qualifié « d'ouvrage de référence ».

La plus grande peine de ma vie est familiale. Nous avons perdu notre fils à l'âge de 55 ans, dans un accident de bateau. Cela a été très dur pour ma femme et moi, pour sa femme et ses enfants. Ils formaient une famille très unie... »

■ **Sa réussite professionnelle était également remarquable...**

« Il était médecin, ayant achevé ses études à Strasbourg où il avait appris la biologie moléculaire.

Etant chef de laboratoire au CHU de Nantes, il s'était mis à faire des analyses de biologie moléculaire, en plus des analyses médicales du laboratoire.

Puis, assistant à un congrès aux Etats-Unis, il s'est trouvé en contact avec des gens du FBI, qui lui ont demandé s'il pourrait effectuer des analyses génétiques – d'A.D.N. – pour l'identification de différentes ethnies européennes... Il a accepté et pris ainsi connaissance de leur méthode d'analyse, méthode qu'il utilisa dans différentes affaires judiciaires. Cette technique d'analyse d'empreintes génétiques en était alors à ses débuts. Seul Scotland Yard en faisait pour la police française, mais à des prix et avec des délais très importants... Or les juges d'instruction ont besoin de preuves rapides, la garde à vue des suspects étant limitée.

Il s'est mis à faire des analyses, à des prix très intéressants, et s'est très vite trouvé à devoir en réaliser en quantité, ce qui posa de plus en plus de problème au CHU ; il fit le saut en quittant le CHU pour créer son propre laboratoire, qu'il automatisa et informatisa au maximum, ce qui lui permit d'obtenir des prix et des délais imbattables.

Son laboratoire a capté 40% du marché national, et il avait des projets de développement à l'étranger...

Il était vice-président de l'Institut de Locarn. Et très attaché à la Bretagne et à la bretonnité, comme moi. Nous avons l'amour de la Bretagne dans nos gènes ! »

■ **Au soir d'une existence riche en expérience, quel regard jetez-vous sur la vie humaine... Qu'est-ce qui vous paraît maintenant essentiel ? Avez-vous un regard différent de celui qui était vôtre quand vous étiez un homme jeune à l'orée du chemin de la vie ?**

« Je ne pense pas que ce regard ait changé. J'ai toujours eu la foi, que mes parents m'ont transmise. Ils étaient très croyants, non pas en belles paroles, mais en actes et dans toute leur vie. Cela a été le fil conducteur, dans mes divers engagements comme dans la vie de famille.

L'essentiel, c'est de donner. « On trouve le bonheur en le donnant », a dit quelqu'un avec raison.

Mais aussi : être honnête. Se refuser à faire tort aux autres. Essayer de faire le bien autant qu'on le peut, et bénévolement...

Par tempérament, je suis un gestionnaire. Un pragmatique. Il me semble qu'il faut regarder la réalité telle qu'elle est, non comme on voudrait qu'elle soit, et surtout ne pas être idéologique dans sa démarche. C'est ainsi que l'on parvient à résoudre les problèmes. C'est en tous cas ce qui m'a permis de réussir à l'URCIL... »

■ **Si, comme les aïeuls du passé vous aviez un conseil à donner à un jeune prêt à entendre... Que lui diriez-vous ?**

« Personne ne m'a jamais posé la question !... Je viens de lire « Rêve et ose », c'est ça être optimiste, persévérant, sortir de la routine et aller de l'avant, avoir des valeurs, des principes, croire en quelque chose... Et de ne pas essayer de réussir en écrasant les autres. »

■ **Si vous aviez un message à adresser aux Carhaisiens, aux habitants du Centre-Bretagne... Quel serait-il ?**

« Qu'ils sachent s'unir. Il n'y a rien à attendre de Paris. A eux de « se battre ».

C'est pourquoi j'ai participé au mouvement des Bonnets Rouges...

Et j'ai mon bonnet rouge. »

(Entretien recueilli par Samuel Charles)